

Extrait du Spyworld Actu

<https://www.spyworld-actu.com/spip.php?article155>

Les Européens s'inquiètent d'un "protectionnisme déguisé" des Etats-Unis

- Intelligence économique -



Date de mise en ligne : vendredi 21 janvier 2005

Spyworld Actu

Bruxelles de notre bureau européen

Diplomates et experts commerciaux européens ne cachent pas leurs préoccupations quant à l'impact de la lutte contre le terrorisme sur les échanges entre l'Union européenne et les Etats-Unis. Les législations destinées à lutter contre Al-Qaida et ses sympathisants "semblent être beaucoup plus restrictives sur le plan commercial que nécessaire", indique la direction générale du commerce extérieur, dans un rapport publié en décembre 2004 à propos des "obstacles au commerce et à l'investissement aux Etats-Unis". Le rapport de l'exécutif européen met en cause l'omniprésence des contraintes de "sécurité nationale" : il pointe du doigt "l'usage excessif par les Etats-Unis de ce concept comme une forme déguisée de protectionnisme".

Parmi les sujets d'inquiétude, la loi contre le bioterrorisme, adoptée en 2002. Dans la foulée, la Food and Drug Administration a mis en place un dispositif jugé "très contraignant" par les exportateurs agroalimentaires. Pour Washington, il s'agit de garantir que la chaîne alimentaire est sûre. Légumes, fruits, fromages, boissons, et même aliments pour animaux, les exportateurs doivent notifier à l'avance leurs livraisons aux Etats-Unis. Ils doivent aussi désigner un agent chargé de la lutte contre le bioterrorisme.

"Les Américains ont tenu à bien informer tout le monde. Ils ont pris en compte certaines remarques. Mais au bout du compte, les tracasseries administratives, et les contrôles aux frontières ont beaucoup augmenté", constate Christian Berger, adjoint au chef de la mission économique française à Washington. Ces complications s'ajoutent aux contrôles imposés dans les ports européens. "Sous couvert de lutte antiterroriste, le durcissement sera de plus en plus sensible contre les exportateurs, et ce sont les plus petites entreprises qui vont en souffrir", craint un diplomate européen aux Etats-Unis.

Parfois, le climat sécuritaire complique aussi l'existence des plus gros investisseurs européens. C'est le cas dans un secteur considéré comme ultra-sensible, les télécoms. Avant d'autoriser les sociétés étrangères à racheter une entreprise sur leur sol, les autorités américaines sont de plus en plus tatillonnes, au nom d'une réglementation pourtant antérieure au 11-Septembre, l'amendement Exon Florio adopté en 1988, afin d'évaluer la menace de telles opérations sur la "sécurité nationale". "Dans la foulée du 11-Septembre, les inquiétudes liées au texte ont été considérablement amplifiées", relève une récente note de l'Ernö, l'association des opérateurs de réseaux télécoms européens "Il existe une énorme pression sur les données privées : les télécoms sont particulièrement visés car ils permettent d'identifier et suivre à la trace les gens suspects", observe le représentant à Bruxelles d'un opérateur européen.

"Nous sommes conscients des préventions européennes, nous avons tenu compte en partie de leurs commentaires dans la mise en place de ces législations", se défend un officiel américain. Pour l'heure, les Européens se gardent de dramatiser. Ils veulent "amorcer un dialogue sur le sujet, dans le cadre du renforcement des liens économiques" avec les Etats-Unis, selon un haut fonctionnaire.